

Préface

Pour la 21^e édition du *Bilan social de l'Union européenne* (UE) en novembre 2019, nous avons prévu des chapitres à propos de l'impact des élections européennes sur l'élaboration de la politique sociale de l'UE, sur le « Green Deal » européen et sur la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, notamment en termes d'égalité des genres. D'autres contributions auraient porté sur l'intérêt renouvelé que l'UE accorde à l'accès à la protection sociale pour tous et à l'amélioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Un chapitre devait faire le point sur les évolutions importantes qui avaient eu lieu en 2019 pour améliorer le droit du travail européen : des conditions de travail transparentes et prévisibles, la nouvelle Autorité européenne du travail et la percée législative en matière de protection des travailleurs détachés, pour n'en citer que quelques-unes.

Puis la première vague de la pandémie a frappé l'UE. Fin février 2020, l'Italie rapportait une augmentation significative des cas de Covid-19, principalement dans les régions du nord du pays. En mars 2020, ce sont tous les États membres de l'UE qui avaient signalé des cas de Covid-19. La pandémie et les mesures de confinement annoncées dans l'UE et dans le monde entier ont rapidement provoqué un important ralentissement économique, lourd de conséquences sociales. Aussi divisée qu'elle ait pu paraître dans les premières semaines de la crise, la réaction de l'UE visait à élaborer des réponses coordonnées à la crise sanitaire, ainsi qu'à la crise économique et sociale qui s'annonçait. L'élaboration des politiques européennes a pris une direction très différente de la réponse — essentiellement intergouvernementale — à la crise de 2008-2010, principalement sous l'impulsion de la Commission von der Leyen, qui venait d'être nommée.

Dans ce contexte, les grandes lignes du livre ont été fondamentalement modifiées. Tous les chapitres du *Bilan social de l'UE 2020* analysent désormais, dans une mesure plus ou moins large, les conséquences de la crise de santé publique en cours. Le détournement du livre par la Covid-19 a eu d'importantes conséquences pour les auteurs, à qui nous avons demandé non seulement de traiter des principales évolutions de l'agenda social de l'UE en 2019, mais aussi de décrire les premières politiques européennes et nationales suscitées par le virus entre janvier et juillet 2020, repoussant ainsi de six mois l'horizon temporel du livre. Nous sommes profondément redevables aux auteurs, qui ont tous réussi à combiner les deux angles et ont travaillé avec assiduité dans ces circonstances à la fois difficiles et extraordinaires.

Le chapitre 1, rédigé par Karen Anderson et Elke Heins, fournit le cadre général des autres contributions. Il traite de l'impact des élections européennes de 2019 et de la

nomination de la nouvelle Commission sur la politique sociale et de l'emploi de l'UE. Bien que la Covid-19 ait interféré avec le calendrier et le contenu de plusieurs initiatives prévues, les autrices soulignent que la crise a déclenché des évolutions remarquables, comme le mécanisme SURE. Celles-ci sont examinées en détail et les principaux points de discordance entre les parties prenantes concernées y sont pris en considération. Dans l'ensemble, il semblerait que les récents développements aient préparé le terrain pour un renforcement de l'activité de l'UE en matière de politique sociale.

Au chapitre 2, Eleanor Brooks, Anniek de Ruijter et Scott Greer montrent de manière convaincante que peu après la confusion initiale des semaines qui ont suivi le déclenchement de la pandémie, les États membres, sous l'égide de la Commission européenne, ont rapidement commencé à coopérer pour atténuer la propagation du virus — malgré le caractère limité des compétences de l'UE dans ce domaine. Les auteurs analysent les perspectives qui s'ouvrent pour une future politique européenne de santé à la lumière de la fenêtre d'opportunité créée par la pandémie : alors que la Commission européenne concocte, dans un contexte de crise, un nouveau récit en matière de soins de santé, l'implication de l'UE dans ce domaine demeure contestée et des facteurs exogènes sont susceptibles de faire évoluer rapidement les perceptions des États membres.

Les réponses nationales et européennes à la pandémie en termes de politiques économiques, sociales et de marché du travail sont examinées par Martin Myant au chapitre 3. L'auteur aborde la complexité du désastre économique pour les États membres, en particulier dans les secteurs durement touchés comme le tourisme et l'hôtellerie. Le chapitre analyse également les premières conséquences sociales (même si elles sont difficiles à quantifier à ce stade précoce) et les réponses que certains États membres y ont apportées telles que celles visant à maintenir à flot les secteurs les plus touchés par la crise. Il propose en outre une évaluation critique des mesures de soutien inédites de l'UE, en mettant en garde contre des conséquences imprévues telles qu'un nouvel accroissement des divergences économiques et sociales au sein l'UE.

« Toutes les crises ont des répercussions genrées, et la crise de Covid-19 ne fait pas exception », tel est le point de départ du chapitre 4 de Jill Rubery et Isabel Tavora. Bien que les hommes et les femmes soient confrontés à des risques majeurs de perte d'emploi, les femmes le sont encore plus à l'aune de cette crise que lors des précédentes. Le risque qu'elles courent de perdre leurs revenus et leur indépendance économique a augmenté considérablement au cours de la pandémie en raison des fermetures d'écoles qui rendent beaucoup plus difficile la combinaison du travail salarié et de la garde des enfants. Pour contrer ces risques et tirer parti du rythme et d'une volonté de changement sans précédent, les autrices proposent des pistes importantes en matière d'élaboration des politiques européennes.

Rédigé par Éloi Laurent, le chapitre 5, examine les principales caractéristiques du « Green Deal » européen (GDE), en soulignant sa valeur ajoutée ainsi que ses lacunes, notamment l'engagement en faveur de l'efficacité économique au détriment de la justice sociale et de la durabilité environnementale. L'auteur plaide ensuite en faveur d'une réévaluation du GDE et appelle à un engagement européen en faveur de politiques social-

écologiques robustes s'inscrivant dans un cadre de « transition juste ». Cet engagement devrait être réalisé en construisant un état « social-écologique » européen adapté au 21^e siècle, et donc capable de répondre aux besoins actuels sans compromettre l'avenir de l'UE et de ses citoyens.

Dans le chapitre 6, Sebastiano Sabato et Matteo Mandelli expliquent comment l'UE a tenté de promouvoir le développement durable à travers ses politiques, en examinant l'engagement de la Commission von der Leyen d'intégrer les objectifs de développement durable (ODD) dans le Semestre européen. Les auteurs montrent que, si le cycle 2020 du Semestre a été rendu plus cohérent avec l'Agenda 2030 de l'ONU et les ODD, des failles majeures sont apparues en termes de gouvernance, notamment l'impossibilité de couvrir l'ensemble des 17 ODD de l'ONU dans le cadre du Semestre. L'intégration complète et cohérente de l'Agenda 2030 et des ODD dans l'élaboration des politiques européennes constitue pour l'UE une entreprise complexe et un véritable défi en matière de gouvernance.

L'ambition renouvelée d'élaborer un cadre européen pour les salaires minimums est analysée au chapitre 7 par Ramón Peña-Casas et Dalila Ghailani, qui se demandent *s'il s'agit d'une solution à l'augmentation constante de la pauvreté au travail en Europe*. Les auteurs passent en revue un large éventail de politiques sociales et de l'emploi ayant une influence directe ou indirecte sur cette pauvreté au travail, pour conclure qu'un cadre européen pour les salaires minimums contribuera très probablement à réduire la pauvreté des travailleurs, mais qu'il ne sera certainement pas suffisant. Si la récente proposition de directive de la Commission relative aux salaires minimaux adéquats pourrait ne constituer qu'un cadre très général, elle a le grand mérite de mettre fermement la question à l'ordre du jour de l'UE.

Le dernier chapitre, rédigé par Bart Vanhercke, Slavina Spasova et Boris Fronteddu, propose une synthèse des analyses présentées dans les chapitres, les mettant à jour si nécessaire (jusqu'en novembre 2020) et situe les principales conclusions dans le cadre des débats plus larges sur la dimension sociale de l'UE. Le chapitre aborde le sort du Semestre européen à la lumière de la nouvelle facilité pour la reprise et la résilience et évalue la marge de manœuvre laissée aux acteurs des affaires sociales dans la stratégie de relance de l'UE. Il est clair que la « socialisation » du cadre de gouvernance global de l'UE est mise sous pression. Le chapitre soulève également la question de savoir si la « crisification » actuelle de l'élaboration des politiques européennes pourrait, en fin de compte, ouvrir la voie à une plus grande intégration européenne.

La chronologie 2019 de Boris Fronteddu et Denis Bouget reprend les événements clés en matière d'affaires sociales, institutionnelles, écologiques et économiques au sein de l'UE, depuis le 20^e anniversaire de la création de l'euro le 1^{er} janvier jusqu'à l'accord informel conclu par le Parlement européen et le Conseil de l'UE, le 19 décembre 2019, sur la refonte de la directive « eau potable ». Une deuxième chronologie, rédigée par les mêmes auteurs, synthétise la réponse de l'UE à la première vague de la pandémie de Covid-19 entre janvier et août 2020. En ressort le nombre impressionnant d'actes législatifs adoptés par l'UE en une très courte période afin d'atténuer les conséquences sanitaires et socio-économiques de la pandémie.

L'Observatoire social européen a de nouveau travaillé en étroite collaboration avec l'Institut syndical européen (ETUI) et des chercheurs extérieurs de renom pour élaborer l'édition de cette année. Nous souhaitons, avec cette publication collaborative, contribuer au débat entre les décideurs politiques, les acteurs sociaux et la communauté académique, tout en offrant des informations et des analyses accessibles aux praticiens de l'intégration européenne, ainsi qu'à ceux qui l'étudient. Le *Bilan social* de cette année complète à bien des égards le numéro marquant le 20^e anniversaire de *Benchmarking Working Europe* publié par l'ETUI, qui fournit une analyse de pointe de l'impact de la pandémie sur le monde du travail¹.

Nous nous réjouissons d'engager un dialogue avec vous sur les questions cruciales abordées dans ce volume.

Nicola Countouris et Philippe Pochet (ETUI)
Bart Vanhercke, Slavina Spasova et Boris Fronteddu (OSE)

1. ETUI et ETUC (2020) *Benchmarking working Europe 2020. Covid-19 and the world of work: the impact of a pandemic*, Bruxelles, ETUI. <https://www.etui.org/publications/benchmarking-working-europe-2020>